

Accessions

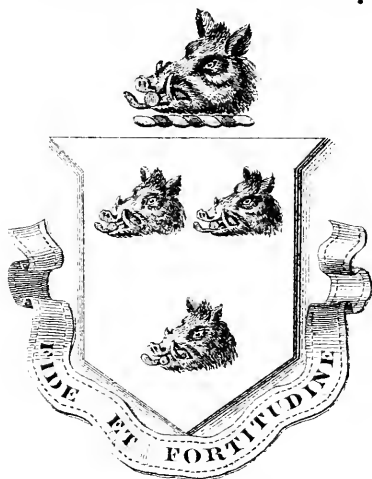
159.833

Shelf No.

XC.3656.10

*Barton Library.*

11



*Thomas Pennant Barton.*

**Boston Public Library.**

*Received, May, 1873.*

*(Not to be taken from the Library.)*





1870

1871

1872

1873

1874

1875

1876

1877

1878

1879

1880

1881

1882

1883

1884

1885

1886

1887

1888

1889

1890

1891


1892

1893

1894

1895

1896



Digitized by the Internet Archive  
in 2010 with funding from  
Boston Public Library

86  
22

A D R E S S E  
D' U N  
CITOYEN TRÈS-ACTIF,  
O U  
QUESTIONS PRÉSENTÉES  
AUX ÉTATS GÉNÉRAUX DU MANEGE,  
VULGAIREMENT APPELLÉS  
A S S E M B L É E N A T I O N A L E.

---

Domine , fac ut videam.

*Evangile S. Luc.*

---

1790.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911

1911



---

DANS un moment où tout le monde se sent appelé à réfléchir & raisonner sur les droits de l'homme, & sur la législation d'un grand empire, j'ai cédé, comme les autres, au torrent, uniquement parce qu'il m'entraînoit. Admirateur de Jean-Jacques, je jouissois de voir qu'il étoit fréquemment cité dans l'assemblée, qu'on m'a dit être nationale. Enfin, disois-je, voilà donc les oracles d'un sage devenus les regles de la constitution de la France. Quel plaisir pour lui s'il eût vu vingt-quatre millions d'hommes heureux, ou devant l'être, par des loix conformes à ses principes ! Heureux moi-même de cette idée, j'ai voulu prolonger mon bonheur en lisant ensemble le contrat social & les décrets de l'assemblée ; ce que j'appellois le texte & le commentaire. Quel a été mon étonnement de trouver à chaque page le philosophe en contradiction avec les législateurs ! Dix fois j'ai recommencé ma lecture ; dix fois j'ai trouvé des contradictions nouvelles. Cependant, comme je suis convaincu que cela ne peut pas être, une juste défiance de mes lumières m'a porté à croire que c'étoit ma faute.

Dans cette position, désirant vivement d'être

éclairé , j'ai pensé que personne n'étoit plus propre à dissiper mes doutes que l'assemblée même : je me présente donc devant elle , & en lui disant , *Domine , fac ut videam ; Seigneur , faites que j'y voie.*

Je supplie l'assemblée de ne pas renvoyer mon adresse au comité de constitution , ou au comité des rapports ; ce renvoi peut être bon pour des petits objets peu instans , tels que le mémoire du roi sur les désordres & les maistacles qui dévastent ce point du globe , nommé la France : mais je craindrois que la multitude des occupations de ces comités ne les empêchassent de donner toute leur attention aux réponses que j'attends.

J'ai présenté ces questions suivant l'ordre dans lequel je me les suis faites à moi-même en lisant le contrat social , & j'attends leur solution pour décider entre deux autorités rivales , & jeter au feu l'ouvrage de Jean-Jacques , ou celui de l'assemblée.

#### *Première Question:*

« Trouver une forme d'association qui défende & protège de toute la force commune  
 » la personne & les biens de chaque associé. »  
 ( chap. 4 , liv. 1. )

Voilà une des conditions que Rousseau trouve dans le contrat social. Voilà ce que je ne trouve pas encore en France, soit dans l'état présent, soit dans l'état futur.

Dans l'état présent, je vois depuis huit mois des châteaux brûlés & pillés : leurs propriétaires fuyans ou massacrés : je vois que l'assemblée instruite de ces désordres, & sollicitée de les arrêter, évite même d'en témoigner son mécontentement. J'en ai conclu, peut-être à tort, que loin de protéger la personne & les biens de ces associés, la force commune les attaquoit.

Dans l'état futur, je vois toutes les municipalités pouvant être entre les mains de ceux qui, n'ayant rien à conserver, n'auront aucun intérêt à la conservation ; je vois ces officiers municipaux, maîtres absolus (1) de la sûreté, de la tranquillité publique, & seuls arbitres du moment où il faudra que les troupes agissent. J'en ai encore conclu que lorsqu'un citoyen déplairoit à ces officiers, sa personne & ses biens, loin d'être protégés par la force commune, pourroient être attaqués par elle.

Je supplie l'assemblée de vouloir bien me dire comment je pourrai concilier ses régle-

---

(1) Au moins provisoirement, & en pareil cas les provisoire & définitif.

mens pour le futur , & son silence sur le passé , avec le principe de Rousseau , qui me paroissoit conforme à la raison , & même aux droits de l'homme.

*Deuxieme Question.*

» Chaque individu peut , comme homme ;  
 » ( chap. 2 , liv. 1 ) avoir une volonté particu-  
 » liere , contraire ou dissemblable à la volonté  
 » générale qu'il a comme citoyen. Son intérêt  
 » particulier peut lui parler tout autrement que  
 » l'intérêt commun : son existence absolue &  
 » naturellement indépendante , peut lui faire  
 » envisager ce qu'il doit à la cause commune ,  
 » comme une contribution gratuite , dont la  
 » perte fera moins nuisible aux autres que le  
 » paiement n'en est onéreux pour lui ; & re-  
 » gardant la personne morale qui constitue l'état ,  
 » comme un être de raison , parce que ce n'est  
 » pas un homme , il jouiroit des droits du ci-  
 » toyen , sans vouloir remplir les devoirs du  
 » sujet , injustice dont le progrès causeroit la  
 » ruine du corps politique ».

Les décrets de l'assemblée élèvent aux emplois municipaux des citoyens qui n'ont point de propriété , ou qui n'en ont qu'une très-médiocre. Leur intérêt particulier leur parlera

tout autrement que l'intérêt commun ; cependant ils disposeront du pouvoir exécutif , & de l'administration d'un grand royaume.

Je demande comment l'assemblée empêchera que le progrès de cette injustice ne cause la ruine du corps politique.

*Troisième Question.*

» La volonté générale est toujours droite ,  
 » ( chap. 3 , liv. 2 ) & tend toujours à l'utilité  
 » publique ; mais il ne s'ensuit pas que les déli-  
 » bérations aient toujours la même rectitude.  
 » On veut toujours son bien , mais on ne le  
 » voit pas toujours. Jamais on ne corrompt le  
 » peuple , mais souvent on le trompe ».

1°. Je n'avois pas besoin des premiers mots de ce passage pour croire que la volonté générale de l'assemblée tendroit toujours à l'utilité publique. Mais lorsqu'elle a encouragé les féditieux , empêché qu'on ne recherchât les crimes , exclu le roi de la constitution , annulé entièrement le pouvoir exécutif , dépouillé une classe nombreuse de citoyens de ses propriétés , autorisé la non-perception d'une grande partie des impôts , &c. &c. &c. ne pouvant reconnoître là l'utilité publique , j'ai reconnu avec Rousseau que ses délibérations

n'avoient pas toujours la même rectitude. J'allois en conclure qu'elle ne vouloit pas le bien, lorsque Rousseau m'a averti que peut-être ne le voyoit-elle pas. Mais alors je me suis trouvé dans la triste alternative de supposer l'assemblée mal intentionnée , ou mal instruite : & pour me tirer de l'embarras de faire un choix exécutif entre ces deux qualifications , je supplie l'assemblée de choisir elle-même. Après avoir fait le sublime abandon de ses boucles, en gardant toutefois ses dix-huit francs par jour, elle doit se décider aisément entre l'abandon de sa probité, & celui de ses lumières.

2°. Rousseau affirme qu'on ne corrompt pas le peuple, mais qu'on le trompe. Pour l'honneur du peuple françois, je désire fort que cette assertion soit vraie. Je vois, très-clairement, que le peuple est trompé, puisqu'il a chassé, vexé, persécuté, pillé ceux qui le faisoient vivre, puisqu'il est devenu le geolier de son roi, puisqu'il admet les exécuteurs de la haute justice au rang de ses législateurs (1), puisque,

---

(1) Contre les principes tant répétés ; car certainement c'est cumuler le pouvoir législatif, & le pouvoir exécutif. On m'objectera peut-être, & avec raison, que le peuple ayant rempli par-tout, & avec succès, les fonctions des bureaux, il falloit admettre ceux-ci dans la législation, ou s'en exclure lui-même. Il est sûr que c'est le seul moyen d'expliquer un décret inexplicable.

&c. &c. &c. ; mais en même - temps j'entends dire qu'il a été corrompu. J'oppose l'impossibilité alléguée par Rousseau : on me répond par les profusions de quarante millions de la part d'un Prince peu prodigue , qui auparavant jouissoit d'un mépris très - universel , & qui depuis ce temps a été fêté , prôné , caressé , presque couronné , & enfin abandonné par l'assemblée.

Je la supplie de me dire si en effet le peuple, notamment celui de Paris , a été corrompu & trompé , & sur-tout de me dire par qui. On m'a assuré que je devois sur ce point interroger l'assemblée avec d'autant plus de confiance , que là-dessus ses lumieres ne peuvent être équivoques.

#### *Quatrième question.*

» Il n'y a point de ( chap. 6 liv. 2 ) volonté  
 » générale sur un objet particulier. En effet cet  
 » objet particulier est dans l'état , ou hors l'état :  
 » s'il est hors l'état , une volonté qui lui est étran-  
 » gere n'est point générale par rapport à lui :  
 » si cet objet est dans l'état , il en fait par-  
 » tie. Alors , il se forme entre le tout & sa  
 » partie une relation qui en fait deux êtres  
 » séparés , dont la partie est l'un , & le

» tout moins cette même partie est l'autre.  
 » Mais le tout , moins une partie , n'est pas  
 » le tout ; & tant que ce rapport subsiste ,  
 » il n'y a plus de tout , mais deux parties  
 » inégales ; d'où il suit que la volonté de  
 » l'une n'est point non plus générale par rap-  
 » port à l'autre «.

La démonstration de ce principe de Rousseau est un peu abstraite ; mais le principe est clair. Il n'y a point de volonté générale sur un objet particulier , c'est-à-dire , que le législateur ne peut être juge. L'assemblée a certainement la prétention d'être la volonté générale. Cependant sa sollicitude paternelle la porte à s'occuper journellement d'une multitude d'objets particuliers.

Je lui demande comment elle conciliera l'excès de son zèle avec le principe juste & strict de Rousseau ; par quel pouvoir elle est tout-à-la fois ce qu'on ne peut pas être , législateur & juge ; & enfin quelle règle elle suit dans le choix des objets qu'elle juge , & de ceux qu'elle renvoie.

Si ma question lui paroît trop généralisée , je lui demanderai simplement de particulariser sa réponse sur les affaires du commandant de Toulon , & du prévôt de Marseille.



*Cinquieme Question.*

» Pour découvrir ( chap. 7. liv. 2 ) les meilleures règles de société qui conviennent aux nations, il faudroit une intelligence supérieure, qui quit vît toutes les passions des hommes , & qui n'en éprouvât aucune , qui n'eût aucun rapport avec notre nature, & qui la connût à fond..... il faudroit des Dieux pour donner des loix aux hommes. »

Je suis très-porté à croire que la superbe déclaration des droits de l'homme, contient les meilleures règles de société qui nous conviennent : je ne doute point que l'assemblée n'ait vu , & même de très-peu, toutes les passions des hommes ; mais je voudrois être également sûr qu'elle n'en eût éprouvée aucune.

C'est sur quoi il est difficile de n'avoir pas au moins des doutes, lorsqu'on a assisté à ses séances ; lorsqu'on a vu une partie des législateurs , constamment protégée , & l'autre constamment opprimée , par une galerie tumultueuse : lorsqu'un député insulté publiquement dans la tribune par un spectateur , & insulté dans les termes les plus infâmes , (1) a demandé jus-

---

(1) Le vicomte de Mirabeau , demandant une explication sur le serment civique, un honnête spectateur l'a appelé f... gueux. La majorité des députés a trouvé que c'étoit une expression libre ; & en conséquence l'insulte est restée impunie, c'est-à-dire , approuvée.

tice à l'assemblée, & ne l'a pas obtenue ; lorsqu'un nombre considérable de députés, menacés ou poursuivis, ont été obligés de prendre la fuite : lorsque l'établissement connu sous le nom des impartiaux, annonce très-positivement deux partis, qui ne sont peut-être pas les seuls ; enfin lorsque, &c. &c. &c.

Je supplie l'assemblée de vouloir bien éclaircir ces doutes, qui prennent chaque jour l'apparence de la certitude, & qui finiroient par devenir une démonstration peu honorable, & même dangereuse pour la personne des législateurs.

#### *Sixieme Question.*

« Le législateur (*ibidem*) est à tous égards  
 » un homme extraordinaire dans l'état ; s'il doit  
 » l'être par son génie, il ne l'est pas moins par  
 » son emploi. Ce n'est point magistrature, ce  
 » n'est point souveraineté. »

Ici Rousseau se trouve malheureusement pour lui en contradiction ouverte avec l'assemblée. Elle est bien constamment législateur ; elle se prétend souveraine ; il prétend qu'elle ne peut pas l'être.

Je ne puis me décider entre deux autorités si puissantes & si contraires ; & je me con-

tenterai de dire à l'assemblée , comme le trop crédule Seïde au fameux imposteur & législateur de la Méque :

Eclairez seulement ma docile ignorance.

*Septieme question.*

» Si celui qui (*ibidem*) commande aux hommes ne doit pas commander aux loix ; celui qui commande aux loix ne doit pas non plus commander aux hommes ; autrement ses loix , ministres de ses passions , ne feroient souvent que perpétuer ses injustices , & jamais il ne pourroit éviter que des vues particulieres n'altérassent la sainteté de son ouvrage ».

Toujours le même principe , & par conséquent toujours le même embarras pour moi : mais ici mon embarras est bien plus grand , parce qu'auprès du principe , Rousseau a mis l'effet de sa violation : & lorsque je vois la même assemblée commander à la fois aux loix & aux hommes , je crains qu'on ne soit pas édifié de la sainteté de son ouvrage , & qu'on ne dise , que ses loix , ministres de ses passions , ne feront que perpétuer ses injustices.

Cette objection me paroît forte ; je demande à l'assemblée quelle réponse on peut y faire.

*Huitieme Question.*

» Rome dans son plus bel âge (*ibidem*) vit  
 » renaître en son sein tous les crimes de la ty-  
 » rannie, & se vit prête à périr, pour avoir  
 » réuni sur les mêmes têtes l'autorité législative  
 » & le pouvoir souverain. »

J'avoue qu'en cet endroit un mouvement aussi involontaire que patriotique m'a fait tomber le livre des mains : nous avons mis sur les mêmes têtes l'autorité législative, & le pouvoir souverain : nous devons donc être prêts à périr ; cette crainte est d'autant plus fondée, que nous voyons renaître en notre sein des crimes inconnus (1) même à la tyrannie ; cependant l'assemblée ne cesse de nous dire que nous nous régèrerons ; mais comme jusqu'à présent l'agonie convulsive de la France ne justifie que trop le principe de Rousseau, je supplie l'assemblée de me prouver qu'elle est à elle seule plus croyable que Rousseau & huit mois d'expérience à nos dépens

---

(1) Je ne veux point détailler ici tous les crimes que nos journalistes ont transformés en actes d'héroïsmes ; mais en voici un d'un nouveau genre qui vient d'être commis en Bretagne. Après avoir pillé & incendié un château, ce bon peuple s'est transporté à la chapelle, où les seigneurs étoient inhumés depuis des siècles. Il en a déterré deux, pere & grand-pere du seigneur actuel, & a dispersé dans les champs les restes de leurs cadavres. Cette note pourra servir à l'histoire du dix-huitieme siècle.

*Neuvieme Question.*

« Cependant les décemvirs (*ibidem*) eux-mêmes ne s'arrogerent jamais le droit de faire passer aucunes loix de leur seule autorité. Rien de ce que nous vous proposons, disoient-ils, au peuple, ne peut passer en loi sans votre consentement; Romains, foyez vous-mêmes les auteurs des loix qui doivent faire notre bonheur.

A côté de ce trait d'histoire, j'ai voulu mettre celle de l'assemblée: j'ai vu qu'elle avoit ôté au Roi son veto que tous les cahiers lui laissoient; que sa sanction devenoit nulle par la privation reconnue de sa liberté: (1) j'ai vu que l'assemblée s'opposoit avec soin à toutes les assemblées qui devoient se tenir dans les provinces, à moins qu'elle ne fût d'avance bien sûre des résultats; la conséquence natu-

---

(1) On dira peut-être que le roi est libre: je répondrai que si le roi étoit libre, ceux qui prétendent qu'il ne l'est pas, feroient des fous, & non des criminels de lèse-nation. Si c'est un crime de vouloir procurer au roi la facilité d'aller dans une ville de son royaume, il lui est donc défendu d'y aller. Par quelle loi? l'assemblée nationale n'a pas encore décrété comme article constitutionnel, que le roi n'iroit qu'où elle voudroit. S'il peut aller où il veut, un plan de voyage n'est pas un crime; s'il ne le peut pas, il n'est pas libre.

relle qui s'est offerte à moi, a été de croire que l'assemblée s'arrogeoit le droit de faire des loix de sa seule autorité : & craignant que nos représentans n'éprouvent ce qu'ont éprouvé les décemvirs, je supplie l'assemblée de calmer mes inquiétudes, en me disant au plutôt, si, comment, & par où, elle pourra échapper au sort des tyrans de Rome, dont elle a suivi, & dont elle a même surpassé les exemples.

*Dixieme Question.*

« On trouve à la fois dans l'ouvrage (*ibidem*) de la législation, deux choses qui semblent incompatibles : une entreprise au-dessus de la force humaine, & pour l'exécuter, une autorité qui n'est rien. »

Après avoir formé une entreprise peut-être au-dessus de ses forces, l'assemblée, pour l'exécuter, a pris toute l'autorité qui étoit dans le royaume.

Je lui demande comment on peut, à ces traits, reconnoître l'ouvrage de la législation.

*Onzieme Question.*

« La grande âme du législateur (*ibidem*) est le vrai miracle qui doit prouver sa mission.

J'avouerai avec candeur, qu'à la première lecture,

lecture, cette phrase me fit trembler pour quelques-uns de nos députés législateurs : mais on m'observa qu'il falloit plus qu'une grande âme pour se mettre au-dessus du mépris public ; à l'instant tous mes doutes furent levés.

Cependant, pour dissiper le peu de doutes qui pourroit encore rester, je demande à l'assemblée quel nom on doit donner à une misfion qui s'annonce & se soutient par les meurtres, les pillages, les incendies, les seditions, l'impunité de crimes, & autres miracles qui sont certainement hors de la nature des choses.

*Douzième Question.*

« Un peuple peut se rendre libre, (chap. 8. liv. 2) tant qu'il n'est que barbare ; mais il ne peut plus quand le ressort civil est usé. Alors les troubles peuvent le détruire, sans que les révolutions puissent le rétablir ; & si-tôt que ses fers sont brisés, il tombe épars, & n'existe plus. »

La premiere phrase de ce passage étoit bien capable de me mettre en garde contre la révolution, si je n'avois été rassuré par mon entiere confiance dans la sagesse de l'assemblée ; & j'attendois impatiemment qu'elle donnât par le fait un démenti formel à Rousseau,

lorsque j'ai cru trouver dans la dernière phrase le tableau de tout ce qui se passe en France, un peuple détruit par les troubles, & nullement rétabli par la révolution. Ainsi j'ai vu le clergé détruit, la noblesse détruite, la magistrature détruite, la justice détruite, les ordres religieux détruits, les impôts détruits, l'obéissance militaire détruite, les traités & capitulations des provinces détruits, leurs droits & privilèges détruits, l'autorité royale détruite, enfin toute la Monarchie détruite; & tout cela remplacé par des municipalités qu'on dit être dangereuses, par un fantôme de république qu'on dit être impossible, & par des contributions patriotiques, dont les journaux vantent le montant, mais dont les citoyens ignorent l'emploi.

Alors je me suis dit : on a donc brisé ce que Rousseau appelloit nos fers, & ce qui pouvoit bien n'être que les liens d'un grand empire. Nous sommes tombés, nous sommes épars, nous n'existerons donc plus.

Je supplie l'assemblée de donner promptement la solution de cette question. Elle mérite certainement d'être ajournée; & il sera aisé aux souverains de prouver, ou que la force publique en France n'est point éparée, ou que Rousseau s'est trompé. Je serois plus tenté



de croire à l'erreur de ce dernier , parce qu'il écrivoit dans la solitude, où l'on n'est aidé des conseils de personne ; au lieu que nos souverains regnent au milieu d'une galerie tellement sûre de son infaillibilité dans ses conseils, qu'elle ne souffre même pas d'objection.

*Treizieme Question.*

« A ces conditions, pour instituer un peuple , ( chap. 10 , liv. 2 ) il en faut ajouter une, qui ne peut suppléer à nulle autre , mais sans laquelle elles sont toutes inutiles ; c'est qu'on jouisse de l'abondance & de la paix ; car le temps où s'ordonne un état, est comme celui où se forme un bataillon , l'instant où le corps est le moins capable de résistance , & le plus facile à détruire. .... Qu'une guerre, une famine, une sédition survienne en ce temps de crise, l'état est infailliblement renversé. Ce n'est pas qu'il n'y ait beaucoup de gouvernemens établis durant ces orages ; mais alors ce sont ces gouvernemens même qui détruisent l'état ; les usurpateurs amènent ou choisissent toujours ces temps de troubles , pour faire passer , à la faveur de l'effroi public , des loix destructives, que le peuple n'adopteroit jamais de sang froid ».

Ce paragraphe est un de ceux qui m'a le plus inquiété pour l'assemblée.

1°. Cette condition demandée si impérieusement par Rousseau, & sans laquelle il annonce que toutes les autres sont inutiles, ne me paroît pas avoir présidé à notre institution. Nous éprouvions une disette réelle ou fictive; nous étions dans la plus grande fermentation: pendant la crise, il nous est survenu famine & sédition: beaucoup de gens disent que l'état est renversé; & en cela ils paroissent assez d'accord, premièrement avec les faits qui sont notoires; secondement avec Rousseau, qui a prédit que cela arriveroit infailliblement.

2°. Des personnes mal intentionnées peuvent être, mais fortement secondées par Rousseau, veulent les mettre au rang des grands prophètes, pour avoir clairement annoncé ce qu'a fait l'assemblée, en parlant des gouvernemens établis pendant les orages. En effet, disent-ils, elle a établi son gouvernement pendant l'orage; ce gouvernement même a détruit l'état. Elle a choisi, d'autres disent même amené ces temps de trouble; & à la faveur de l'effroi public qu'elle a inspiré, elle a fait passer des loix destructives, que le peuple n'auroit jamais adopté de sang froid.

L'assemblée doit sentir de quel intérêt il

est pour elle de dissiper les nuages que cette prophétie peut élever dans l'esprit de beaucoup de ses sujets. Cela est même d'autant plus pressant, que la prophétie finit par une réflexion dont l'application seroit fâcheuse pour des sages, (1) qui veulent régner sur-tout par l'opinion.

« Le choix du moment de l'institution est un des caractères les plus sûrs, par lesquels on peut distinguer l'œuvre du législateur d'avec celle du tyran. »

Or, rien ne fera plus aisé à l'assemblée que de prouver que la prophétie ne la regardera pas. Il suffiroit simplement de prouver, dans une instruction publique,

1°. Que lorsque l'assemblée a commencé, nous avions l'abondance.

2°. Qu'il n'y avoit aucune fermentation.

3°. Que depuis le mois de juillet, il n'y a point eu de famine.

4°. Qu'il n'y point eu de fédérations.

5°. Que l'état n'est point renversé.

6°. Que s'il l'est, ce n'est point par le gouvernement de l'assemblée.

---

(1) Les sept sages de la Grece vont être éclipsés à jamais par le sage duc D..... le sage comte de M..... le sage B..... le sage Ch..... le sage G.... le sage évêque d'.... le sage P.....

7°. Qu'elle n'a point choisi , & encore moins amené ces troubles pour faire ses loix.

8°. Qu'il n'y a point eu d'effroi public , même dans ses séances.

9°. Que ce n'est point à la faveur de cet effroi qu'elle a fait passer ces loix.

10. Que ses loix ne sont point destructives.

11°. Que le peuple , en les adoptant , a toujours été de sang froid.

o ur faire cette preuve avec succès , elle s'adressera sûrement à son comité des recherches , ou à celui de l'hôtel-de-ville.

Ce dernier doit commencer par récuser tous les témoins muets qu'il avoit indiqués dans l'affaire de M. de Bezenval ; mais aussi il doit faire entendre ceux qui , dans l'affaire de M. de Favras , ont déposé lui avoir entendu dire que tel jour il devoit tuer M. de la Fayette , tel jour M. Bailly , tel jour un autre , & ainsi de suite. Ces témoins paroissent avoir une mémoire très-exacte , & sur-tout une imagination facile.

Reste à savoir si ce comité pourra trouver le nombre de émoins qu'il lui faut. Le succès de ses travaux ne répond pas toujours à l'excès de son zele , comme l'ont trop fait voir deux exemples d'un genre bien différent.

Dans son arrêté du 18 novembre , il avoit

dénoncé tous les crimes commis contre la nation depuis le 23 juin jusqu'au 12 juillet ; & cependant l'audition de cent soixante-dix-huit témoins n'a pas pu procurer l'ombre d'un soupçon sur des délits qui devroient avoir trente ou quarante mille complices.

Dans un autre arrêté il s'est hâté, six semaines après les horreurs du six octobre, d'en poursuivre la punition ; & toute son activité n'a encore pu réussir à trouver un seul témoin sur des faits qui se sont passés devant quatre-vingt mille personnes.

Si donc l'assemblée ne pouvoit réussir à prouver les onze articles ci-dessus, j'oserois la supplier de commander à M. l'évêque d'Autun un roman en trois parties, que l'on pourroit faire imprimer à mi-marge avec celui de Candide.

#### *Quatorzieme Question.*

« La puissance législative appartient au peuple ,  
 » & ne peut appartenir qu'à lui... au contraire...  
 » la puissance exécutive ne peut appartenir à la  
 » généralité, comme législatrice ou souveraine ;  
 » parce que cette puissance ne consiste qu'en des  
 » actes particuliers, qui ne sont point du ressort  
 » de la loi. » ( chap. 1, liv. 3. )

Les réflexions que font naître ce principe

ne s'accordent pas avec les objets particuliers dont s'occupe l'assemblée, & dont j'ai parlé à la quatrième question : je la répéterai ici, & dans le cas où elle embarrasseroit l'assemblée, je lui donnerai l'expédient d'opter entre les trois pouvoirs qu'elle exerce à son choix ; & de déclarer authentiquement si elle veut être puissance législative, puissance exécutive, ou puissance judiciaire. Je fais bien qu'elle a un droit égal à exercer ces trois pouvoirs ; mais les principes de Rousseau s'y opposent.

*Quinzième Question.*

« Le gouvernement, pour être bon, doit » être relativement plus fort à mesure que le » peuple est plus nombreux. » (*Ibidem.*)

Rousseau prévient qu'il appelle gouvernement l'exercice légitime de la puissance exécutive. Mais l'assemblée, sûrement plus instruite par l'expérience que Rousseau par la théorie, a suivi le principe inverse ; parce que le peuple est nombreux, elle a affoibli le gouvernement.

Je lui demanderai donc une règle proportionnelle, sûre, d'après laquelle on puisse renforcer le gouvernement à mesure que le nombre du peuple diminuera.

Il est possible qu'avant peu la France soit dans le cas de faire l'application de cette règle.

*Seizième*

*Seizieme Question.*

» Plus les magistrats sont nombreux, plus le gouvernement est foible . . . . . ( 1 ) le rapport des magistrats au gouvernement doit être inverse du rapport des sujets au souverain : c'est-à-dire, que plus l'état s'aggrandit, plus le gouvernement doit se resserrer; tellement que le nombre des chefs diminue en raison de l'augmentation du peuple. ( chap. 2. liv. 3. )

Ici je ne puis demander à l'assemblée de se concilier avec les principes de Jean-Jacques ; cette conciliation est évidemment impossible ; & le règlement des municipalités, non-seulement contredit ce passage & tout le troisieme livre du contrat social , mais il porte sur une base absolument opposée.

Dans le moindre village , comme dans la plus grande ville, les officiers municipaux ont toute la puissance exécutive, & peuvent même appeller ou retenir à leur choix la puissance militaire. Nous sommes cependant dans un grand état ; & le gouvernement ne fera pas referré ; au contraire les magistrats seront nombreux ; le gouvernement fera donc foible.

---

(1) Rousseau entend par magistrats ceux qui exercent en tout ou en partie la puissance exécutive.

Je supplie l'assemblée de me dire pourquoi elle a affoibli le gouvernement. Quelques personnes se vantent déjà de l'avoir deviné.

*Dixseptieme Question.*

» Il n'est pas bon que celui qui fait les loix les exécute , ni que le corps du peuple détourne son attention des vues générales, pour la donner aux objets particuliers. Rien n'est plus dangereux que l'influence des intérêts privés dans les affaires publiques ; & l'abus des loix par le gouvernement , est un moindre mal que la corruption du législateur , suite infaillible des vues particulieres ». ( chap. 4, liv. 3. )

Il falloit que Rousseau fût bien effrayé du danger de laisser les législateurs s'occuper des objets particuliers ; il revient sans cesse sur cet article ; & comme je suis littéralement sa marche , cela m'oblige à me répéter. A ce que j'ai dit dans deux questions , j'ajouterai ici qu'il est très-instant pour l'assemblée de se décider sur le choix que je lui ai proposé plus haut : sans quoi il seroit possible que le contrat social à la main , le peuple se décidât pour l'abus des loix par le gouvernement , contre la corruption du législateur.



*Dix-huitieme Question.*

« Que de choses difficiles à réunir ne suppose pas ce gouvernement ! ( la démocratie ) Premièrement , un état très-petit , où le peuple soit facile à rassembler , & où chaque citoyen puisse aisément connoître tous les autres » ( *Ibidem* ).

Cette premiere condition , demandée par Rousseau , dispense d'examiner les autres ; mais en même-temps elle semble sapper , par la base , l'édifice que construit l'assemblée nationale. C'est peut-être pour diminuer l'inconvénient d'un grand état , qu'elle a imaginé d'établir partout des municipalités , où le peuple fût facile à rassembler , & où chacun peut aisément se connoître. Mais alors il en résultera autant de démocraties séparées que de municipalités.

Je demande à l'assemblée comment de toutes ces républiques elle composera la république françoise : elle me répondra peut-être qu'elle a décrété que la France étoit une monarchie : je lui objecterai que ce décret , qui nous a appris ce que nous savions depuis quatorze cens ans , a été formellement contredit & détruit par ceux qui l'ont suivi ; & alors l'assemblée pourra se tirer d'embarras , en disant , ce qui est vrai , qu'elle a établi forcément , la république de Paris , qui gouvernera

les provinces françoises , comme Rome gouvernoit les provinces romaines.

Cependant ne voulant point compromettre l'honneur & l'autorité de l'assemblée , je crois devoir la prévenir que cet aveu est peut-être dangereux ; qu'il peut ouvrir les yeux des provinces , & qu'alors elles verront clairement ce qu'il est étonnant qu'elles n'aient pas encore vu, que Paris les traite en pays conquis.

L'assemblée sentira aisément les conséquences que pourroit avoir cette découverte contre elle & contre les soixante districts : ce sont toutes ces considérations que je la prie de peser dans sa réponse. Obligée de se décider entre son intérêt & la vérité , elle n'a qu'à regarder derriere elle , ou même au milieu d'elle , pour n'être pas embarrassée du choix.

#### *Dix-neuvieme Question.*

« S'il y avoit un peuple de Dieu , il se gouverneroit démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes ». (*Ibidem*).

Grace à l'assemblée , il conviendra à des François. Ainsi nous allons devenir un peuple de Dieu.

Mais je demande ce que feront donc alors

ceux auxquels nous devons ce sublime changement. Sera-t-il suffisant de dire le Dieu Mirabeau , le Dieu Barnave ( 1 ) ? &c. &c.

*Vingtieme Question.*

« Dans la monarchie, l'unité morale qui conf-  
 » titue le prince est en même-tems l'unité phyfi-  
 » que dans laquelle toutes les facultés , que la  
 » loi réunit dans l'autre avec tant d'efforts , se  
 » trouvent naturellement réunies. Ainsi la vo-  
 » lonté du peuple , & la volonté du prince , &  
 » la force publique de l'état , & la force parti-  
 » culière du gouvernement , tout répond au  
 » même mobile, tous les ressorts de la machine  
 » sont dans la même main , tout marche au  
 » même but; il n'y a point de mouvemens op-  
 » posés qui s'entre-détruisent , & l'on ne peut  
 » imaginer aucune force de constitution dans  
 » laquelle un moindre effort produise une ac-  
 » tion plus considérable. Archimède assis tran-  
 » quille sur le rivage , & tirant sans peines  
 » à flot un grand vaisseau , me représente un  
 » monarque habile gouvernant de son cabinet  
 » ses vastes états , & faisant tout mouvoir en  
 » paroissant immobile. » ( chap. 6 , liv. 3. )

---

(1) Cela rappelle l'apothéose de Caligula.

Ce passage, & les questions auxquelles il donne lieu, méritent de la part de l'assemblée une attention particulière. En peu de mots Rousseau décrit ici toute la machine d'une monarchie. L'assemblée veut nous persuader que la France en est une : pour cela il faut qu'elle prouve que le règlement des municipalités est le commentaire de ce chapitre de Jean-Jacques. Autrement il se trouvera beaucoup d'incrédules de bonne foi, qui prétendroient toujours, & avec une vraisemblance infiniment approchante de la vérité, qu'il n'y a plus aucunes facultés réunies dans l'unité physique du prince ; que la loi les a divisées avec beaucoup d'efforts entre quarante-quatre mille municipalités ; que les volontés du peuple font tout ; que la volonté du prince n'est plus rien ; que les forces publiques de l'état sont nulles ; que les forces particulières du gouvernement éparées entre les mains des officiers municipaux, ont autant de mobiles différens ; que rien ne marche au même but ; qu'on ne trouve par-tout que des mouvemens opposés qui entre-détruisent le royaume ; & qu'il est difficile d'imaginer une constitution dans laquelle une aussi grande quantité d'efforts produise une inaction aussi entière.

A l'appui de cette prétention les exemples

viendroient en foule : on en trouveroit même dans le mémoire envoyé par le garde de sceaux sur les événemens de Béziers & autres, dans le discours du roi, du 4 février ; enfin dans les débats même de l'assemblée ; & le résultat de tous ces rapprochemens présenteroit l'idée d'un capitaine de vaisseau, prisonnier sur son bord, & demandant en vain à l'équipage & aux matelots, de remettre à flot le bâtiment qu'ils ont fait échouer.

Comme il est très-important de dissiper de pareilles idées qui s'accréditent tous les jours, on pourroit rendre un décret qui ordonnât à tous les François de croire ce qu'ils ne pourroient pas comprendre. Mais alors c'est transformer un article constitutionnel en un article de foi : de quelque côté qu'on se tourne, on ne trouve donc que des difficultés ; ainsi, je demande à l'assemblée qui a, dit-elle, tous les pouvoirs, de décider définitivement une question dont l'examen intéresse essentiellement son existence. Car si tous les payfans du royaume, qui veulent avoir un roi, & qui, comme nous l'a promis le journal de Paris, sauront bientôt lire & écrire, lisent un jour le contrat social, ils pourroient bien voir qu'on les trompoit : & le moment où ils ouvreroient les yeux seroit pénible pour l'as-

semblée nationale. Elle doit éviter avec soin que la force publique de l'état ne se trouve en opposition avec les souverains.

*Vingt-unieme Question.*

» Alors (dans la monarchie) il se trouve une trop grande distance entre le prince & le peuple, & l'état manque de liaison. Pour la former il faut donc des ordres intermédiaires : il faut des princes, des grands, de la noblesse pour les remplir ». (Ibidem).

Jean-Jacques est ici parfaitement d'accord avec ce Montesquieu, (1) autrefois célèbre : ces deux autorités réunies, se trouvant d'ailleurs confirmées par l'expérience de tous les siècles, m'entretenoient avec une entière sécurité dans mon erreur. L'assemblée nationale a suivi des principes tout différens. Elle a commencé par abolir tous les ordres : à présent elle travaille très-efficacement à anéantir la noblesse.

---

(1) Le pouvoir intermédiaire subordonné, le plus naturel est celui de la noblesse. Elle entre en quelque façon dans l'essence de la monarchie, dont la maxime fondamentale est, *point de monarchie, point de noblesse; point de noblesse, point de monarchie* : mais on a un despote. Il y a des gens qui avoient imaginé dans quelques états en Europe, d'abolir toutes les justices des seigneurs. . . . Abolissez dans une monarchie les prérogatives des seigneurs, du clerge, de la noblesse & des villes, vous aurez bientôt *un état populaire*, ou bien *un état despotique*.

Esprit des loix. Liv. 2, chap. 4.

Si

Si elle n'étoit condamnée que par l'esprit des loix, on pourroit lui demander quel est l'état que nous aurons bientôt : sera-t-il populaire ? sera-t-il despotique ? & la réponse ne seroit pas embarrassante. Mais comme nos législateurs ont heureusement rangé Montesquieu au nombre des petits génies, on ne peut plus leur opposer son autorité. Par la raison contraire, on peut & on doit leur opposer le contrat social, cette production profonde & sublime, où, suivant un journaliste qui peut-être ne l'a jamais lu, la France vient de puiser les principaux dogmes de sa nouvelle foi politique.

Je demande donc à l'assemblée de concilier ses dogmes sur les ordres & sur la noblesse, avec l'ouvrage où elle les puise : le même journaliste pourra lui rendre le service de faire disparaître ces légères contradictions, & cela est d'autant plus instant, qu'elle doit voir par les questions que je lui soumets, qu'il est très-aisé de puiser dans le contrat social de quoi combattre presque tous ses décrets.

*Vingt-deuxième Question.*

« On fait bien qu'il faut souffrir un mauvais gouvernement quand on l'a : la question seroit d'en trouver un bon. » ( *Ibidem.* )

Si le principe du sévère Jean-Jacques eût été suivi , on auroit remédié aux vices de notre gouvernement sans le détruire. Aussi un des plus grands partisans , ou plutôt le premier auteur de la révolution , a-t-il mis en principe l'affertion absolument contraire : selon lui, l'insurrection est le plus SAINT des devoirs. Le mot de SAINT lui est vraisemblablement échappé , en lisant d'abondance du cœur ce qu'il avoit écrit ; car l'insurrection est formellement condamnée dans l'évangile : ce qui est assez égal à l'assemblée : mais elle paroît encore l'être par Jean-Jacques ; ce qui seroit beaucoup plus fâcheux.

Je demande donc à l'assemblée , qui jusqu'à présent a parlé à l'homme de ses droits , & jamais de ses devoirs , si l'insurrection est un devoir ou un droit : elle observera sûrement que ces deux mots ne peuvent être synonymes. Lorsque je suis autorisé à faire une chose , c'est mon droit : lorsque j'y suis obligé , c'est mon devoir.

*Vingt-troisième Question.*

« La liberté n'étant pas un fruit de tous les climats , n'est pas à la portée de tous les peuples. Plus on médite ce principe , éta-



» bli par Montesquieu , plus on en fait la  
 » vérité ; plus on le conteste , plus on donne  
 » occasion de l'établir par de nouvelles preuves »  
 ( chap. 8. liv. 3. )

A en juger par la maniere dont les François usent de la liberté , on seroit assez tenté de croire que ce fruit n'étoit pas encore à leur portée , & que trouvant la licence sur leur chemin , ils se sont mépris sur le nom. Il seroit fâcheux que la France fût destinée à donner de nouvelles preuves du principe établi par Montesquieu , & adoptée par Rousseau.

Je supplie donc l'assemblée de donner une seconde édition de l'assemblée nationale aux François , composée par le même auteur ; dans laquelle s'intercaleroit très-aisément un ou deux alinéas , pour prouver de deux choses l'une : ou que les François n'ont point pillé , brûlé , massacré ; ou que l'effet de la vraie liberté est de faciliter & d'autoriser les pillages , massacres & incendies. La preuve n'est pas plus difficile à faire d'un côté que dénaturer. Lorsque l'on peut à son choix dénaturer les faits , ou renverser les principes , on est à portée de tout.

*Vingt-quatrième Question.*

» Si le gouvernement rétrogradoit du petit nombre au grand , on pourroit dire qu'il se

relâche ; mais ce progrès inverse est impossible. En effet jamais le gouvernement ne change de formes , que quand son ressort usé le laisse trop affoibli pour pouvoir conserver la sienne. Or , s'il relâchoit encore en s'étendant , sa force deviendrait tour-à-fait nulle , & il subsisteroit encore moins : il faut remonter , & serrer le ressort à mesure qu'il cède ; autrement l'état qu'il soutient tomberoit en ruine » . ( chap. 10 , liv. 6. )

Le passage de Rousseau m'a consterné : il s'applique si parfaitement à l'état présent de la France , qu'on soupçonneroit qu'il a été fait pour les circonstances : mais la conclusion fait trembler.

Notre gouvernement rétrograde certainement du petit nombre au grand : c'est un fait constant ; & c'est pour y arriver qu'on a excité la révolution. On peut donc dire que notre gouvernement s'est relâché en s'étendant ; & ce fait est encore constant , par les désordres qu'on ne peut , ou qu'on ne veut point arrêter. La force du gouvernement est absolument nulle. Ce fait est encore reconnu par le roi , qui redemande le pouvoir exécutif , par l'assemblée , qui le lui refuse. Loin de remonter pour serrer le ressort à mesure qu'il cède , on a donc descendu pour le détendre : ce dernier fait est

encore avoué & prouvé dans Paris par les soixante districts, & dans le royaume par les quarante-quatre mille municipalités.

Il faut donc que l'état tombe en ruine. C'est contre cette conséquence, ou plutôt contre ce fait, que je supplie l'assemblée de diriger sa réponse.

J'avoue avec peine qu'elle me paroît très-difficile à faire. Ce sera le triomphe du génie de nous montrer l'état florissant au milieu des ruines du commerce, du crédit, des finances, des propriétés.

Le journal de Paris (1) a déjà donné de grandes lumières à ce sujet, lorsqu'en parlant de l'indépendance des colonies, il a voulu nous prouver que nous n'avions pas besoin de ce que nous perdions.

« Lorsque Sénèque fit ce chapitre éloquent, » il avoit comme nous perdu tout son argent. » J'invite les armateurs à lire ce superbe morceau; il est impossible de voir une plus belle paraphrase de la fable du renard & des raisins.

#### *Vingt-cinquieme Question.*

« Le patriciat s'abolissant comme de lui-même, l'aristocratie n'étoit plus (à Rome)

---

(1) Vendredi 26 février 1790.

dans le corps des patriciens , mais dans le corps du sénat composé de patriciens & de plébéiens , même dans le corps des tribuns quand ils commencerent d'usurper une puissance active : car les mots ne font rien aux choses ; & quand le peuple a des chefs qui gouvernent pour lui , quelque nom qu'ils portent ces chefs , c'est toujours une aristocratie. » ( *Ibidem.* )

Cette note de Rousseau demande , de la part de l'assemblée , attention & réponse. L'assemblée a commencé par mettre en horreur le nom d'aristocrate ; & il seroit très-fâcheux pour elle que ce nom se trouvât aujourd'hui lui convenir parfaitement. On a prodigué le nom d'aristocrate à des gentilshommes qui jamais n'avoient quitté leurs terres , & qui éprouvoient mille obstacles pour obtenir une sous-lieutenance à leurs enfans : il faut convenir que cette aristocratie n'étoit pas formidable ; il n'en seroit peut-être pas de même de celle d'une assemblée souveraine composée de patriciens & plébéiens : sur-tout s'il y avoit parmi eux des tribuns qui surpassent la puissance active.

Je supplie donc l'assemblée de me dire quel nom il faut donner à ceux qui exerçant sans partage & sans mission , le pouvoir législatif , s'arrogent encore le pouvoir judiciaire , & usurpent ou enchainent le pouvoir exécutif.

*Vingt-fixieme Question.*

« La souveraineté ne peut être représentée par la même raison qu'elle ne peut être aliénée; elle consiste essentiellement dans la volonté générale, & la volonté ne se représente point. Elle est la même où elle est autre : il n'y a point de milieu. Les députés du peuple ne sont ni ne peuvent être ses représentans; ils ne sont que ses commissaires; ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le peuple en personne n'a point ratifiée est nulle : ce n'est point une loi », (chap. 15, liv. 3).

Il ne faut rien dissimuler : c'est ici la pierre d'achoppement. Tant que je n'ai trouvé dans le contrat social que des principes contradictoires avec les décrets de l'assemblée, j'ai toujours espéré de la sagacité & de la toute-puissance de celle-ci, qu'elle concilieroit des choses inconciliables; mais cette espérance ne peut se soutenir vis-à-vis du chapitre 15; il sappe l'assemblée par la base : il lui ôte jusqu'au droit d'exister.

Rousseau décide qu'elle ne peut représenter la volonté générale : ce qu'elle nous donne pour des loix n'est donc que sa volonté seule. Nos souverains ne sont donc plus que nos com-

missaires , &c. &c. plus les conséquences sont tristes pour eux , plus j'admire le respect , assurément bien désintéressé , avec lequel ils citent un auteur qui les détrône en quatre lignes.

Ce passage est si précis , si positif , qu'il est inutile de le commenter. Mais d'après cela , la souveraineté de la France se trouve abandonnée par des rois qui avoient pour eux quatorze siècles de jouissance , & un consentement universel , toujours renouvelé sans réclamation ; aliénée par le peuple qui a voulu , mais qui ne pouvoit la communiquer ; enfin usurpée par une assemblée de commissaires qui ne peuvent être des représentans.

Je supplie donc les commissaires de notre législation de me dire si l'abandon forcé de la souveraineté de la part de celui qui en jouissoit , & l'aliénation nulle qu'en ont faite ceux auxquels on dit qu'elle appartenoit , peuvent autoriser un tiers à s'en emparer.

### *Ving-septieme Question.*

« A l'instant qu'un peuple se donne des représentans , il n'est plus libre , il n'est plus ».  
(*Ibidem*).

Nous voilà déclarés par Rousseau déchus de la liberté , au moment même où nous l'avions

CONQUISE ;

CONQUISE; bien plus, le citoyen de Genève nous assure que nous ne sommes plus : & sous ce dernier point de vue sur-tout, il pourroit avoir raison.

J'observerai à l'assemblée qu'il me paroît indispensable d'expliquer le principe & le fait; d'autant plus que si Rousseau pouvoit assister aux délibérations calmes & décentes de l'assemblée, peut-être diroit-il, & ne diroit-il pas tout seul, que non-seulement le peuple n'est pas libre, mais que ses représentans même ne le sont pas.

*Vingt-huitieme Question.*

» Quand l'état près de sa ruine ne subsiste plus que par une forme illusoire & vaine, que le lien social est rompu dans tous les cœurs, que le plus vil intérêt se pare effrontément du nom sacré du bien public : alors la volonté générale devient muette : tous, guidés par des motifs secrets, n'opinent pas plus comme citoyens, que si l'état n'eût jamais existé : & l'on fait passer faussement sous le nom de loix des décrets iniques, qui n'ont pour but que l'intérêt particulier. » (chap. 1, liv 4.)

Un homme qui paroïssoit de bonne foi, & qui sembloit parler de bon sens, trouva dernière-



ment ce passage sous sa main ; & en présence d'un auditoire nombreux, il en fit une application sanglante, mais précise à l'assemblée, & à ses opérations.

L'état, disoit-il, est près de sa ruine : ceci n'a pas besoin de preuves : la forme par laquelle il subsiste encore est illusoire & vaine ; parce qu'il n'en résulte rien de bon, & que nous nous sommes donné des maîtres au lieu des représentans : le lien social est rompu, puisqu'il n'y a plus sûreté, ni pour les biens, ni pour les personnes ; le plus vil intérêt se pare effrontément du nom sacré du bien public : à l'appui de cette proposition, il rapportoit une infinité de détails peu honorables pour les honorables membres : ( & que je ne veux pas répéter, parce que je n'apprendrois à l'assemblée que ce qu'elle sçait, ou ce qu'elle fait ) la volonté générale est muette, continuoît-il ; pour s'en convaincre il n'y a qu'à voir comment passent presque tous les décrets. Chacun est guidé par le motif secret de la terreur qu'il inspire ou qu'il éprouve ; & l'on fait passer fausement sous le nom de loix des décrets iniques. Là il en fit une nomenclature effrayante, qu'il termina par le décret du serment civique : pour celui-là il prétendit qu'il étoit encore plus absurde qu'inique, parce qu'il y a de l'absurdité à obliger



à prêter un serment , dont la contrainte même atteste la nullité.

Par amour pour mes souverains , j'aurois bien voulu les défendre ; mais par respect pour la vérité , je n'en osai rien faire. J'avois la galerie contre moi : & là , comme au manège , il faut un grand courage pour parler , quand on est sûr de n'être pas écouté.

Je demande à l'assemblée de m'envoyer , pour réponse , un décret , qu'elle fera passer fausement comme les autres , & qui dira , comme article constitutionnel , que l'état est florissant ; que tous les paiemens se font avec exactitude ; que les personnes & les biens sont en sûreté , &c. &c. &c.

### *Vingt-neuvième Question.*

« Le sort ni les suffrages n'ont aucun lieu dans un gouvernement monarchique. Le monarque étant de droit seul prince , & magistrat unique , le choix de ses lieutenans n'appartient qu'à lui. Quand l'abbé de St.-Pierre proposoit de multiplier les conseils du roi de France , & d'en élire les membres par scrutin , il ne voyoit pas qu'il proposoit de changer la forme du gouvernement. » ( chap. 3 , liv. 4. )

Voilà encore un de ces chapitres qui con-

damnent formellement les principaux articles de la constitution. Notre monarque étoit, de droit, seul prince. Le choix de ses lieutenans n'apparténoit, & ne devoit appartenir qu'à lui : le sort ni les suffrages ne dévoient avoir aucun lieu. Au premier coup-d'œil il est donc évident que Rousseau & l'assemblée sont en contradiction ouverte. Cependant, en y réfléchissant davantage, on voit que ce n'est qu'une guerre de mots. Toute la difficulté vient de ce que le mot de monarchie se trouve, on ne fait trop pourquoi, dans la constitution. Il n'y a qu'à mettre à la place celui de république ; & d'après ce changement, qui n'en nécessitera aucun dans les autres articles, Rousseau & l'assemblée seront entièrement d'accord. Celle-ci aura fait comme l'abbé de St.-Pierre : avec cette différence qu'il proposoit, sans le savoir, de changer la forme du gouvernement : & qu'elle, plus éclairée, a très-bien su qu'elle changeoit la forme du gouvernement. Par égard pour d'anciens préjugés, elle a conservé le vieux nom ; pour ménager la foiblesse de ceux qui jugent des choses par les mots. Mais elle n'en aura pas moins eu raison d'admettre le sort & les suffrages ; & d'ôter le choix de ses lieutenans à un monarque auquel elle ne laissoit plus rien à faire.

Cependant, comme ceux qui ne feront pas cette réflexion profonde & vraie, feroient assez embarrassés pour concilier Jean-Jacques & nos législateurs, ou le maître & les écoliers.

Je demande à l'assemblée quand elle retranchera cet antique mot de roi, usité depuis quatre à cinq mille ans, & qui deshonne le superbe ouvrage d'une constitution fondée sur des idées toutes nouvelles. Le moment heureux me paroît devoir être avancé par la proposition que vient de faire un conseiller du roi, membre de l'assemblée, de ne plus prononcer les noms de roi, ni de monarque. Quelques personnes ont prétendu que cette proposition n'étoit pas d'un bon François. Un peu de réflexion leur auroit fait voir au contraire que c'est par l'excès de son amour pour ses rois : uniquement occupé de son devoir, il craint que leur nom seul ne réveille en lui d'autres sentimens.

*Il sait que l'homme est foible : il se met en défense ;*

*Pour moi, je suis charmé de ce trait de prudence.*

#### *Trentieme Question.*

« L'inflexibilité des loix, qui les empêche de se plier aux événemens, peut en certains cas les rendre pernicieuses, & causer par

elles la perte de l'état dans sa crise. L'ordre & la lenteur des formes demandant un espace de tems que les circonstances refusent quelquefois.... il ne faut donc pas vouloir affermir les institutions politiques, jusqu'à s'ôter le pouvoir d'en suspendre l'effet. Sparte elle-même a laissé dormir ses loix. Mais il n'y a que les plus grands dangers qui puissent balancer celui d'altérer l'ordre public ; & l'on ne doit jamais arrêter le pouvoir sacré des loix , que quand il s'agit du salut de la patrie.» (chap. 6 , liv. 4. )

Le chapitre six paroissoit s'appliquer assez bien aux circonstances : & en voyant l'inflexible Rousseau & Sparte , elle-même , suspendre l'effet des loix , je n'étois point étonné de voir le roi redemander le pouvoir exécutif , & plusieurs députés insister fortement pour qu'il fût autorisé à le mettre en action. Mais l'assemblée impassible, inflexible, invincible, ne s'est point laissée ébranler , & a regardé les pillages & les incendies des propriétés dans quatre ou cinq provinces, comme de légères dissonances qui ne troubloient point l'harmonie générale. Elle a pensé que le salut de la patrie ne tenoit point à une bagatelle ; comme la sûreté des biens & des individus : & que pour si peu de chose, le pouvoir sacré des loix ne devoit pas être arrêté. Peut-être même

a-t-elle regardé ces moyens comme les seuls qui pussent promptement ramener les choses à cette heureuse égalité, qui se maintient depuis si long-temps dans la république de Platon, & dont l'assemblée a fait la base de la nôtre. Or, il est certain qu'il seroit incohérent & impolitique de laisser dormir les loix, pour donner le pouvoir d'arrêter des événemens que ces loix ont fait naître, & qui seuls peuvent les soutenir.

Je demande à l'assemblée si cette explication n'est pas très-conforme, sinon à la lettre, du moins au sens profond de ses décrets ; autrement ils se trouveroient démentis par l'ouvrage même d'où ses panégyristes prétendent qu'elle les tire.

*Trente-unieme Question.*

« Un homme de mauvaises mœurs , ayant ouvert un bon avis dans le conseil de Sparte, les éphores , sans en tenir compte , firent proposer le même avis par un citoyen vertueux ». (chap. 7, liv. 4).

Ces quatre lignes font naître beaucoup de réflexions que je ne ferai pas.

Mais si cet homme de mauvaises mœurs n'avoit jamais ouvert que de mauvais avis : s'il y en avoit eu beaucoup comme lui dans le conseil ;

s'ils avoient empêché les hommes de bonnes mœurs de parler ; s'ils avoient foudroyé des crieurs pour étouffer les bons avis ; si , si , si , &c. &c. &c.

Je demande à l'assemblée ce qu'auroit fait Sparte.

---

### N O T E.

Cet ouvrage étoit à l'impression , lorsque j'ai lu le n<sup>o</sup>. 51 de l'année littéraire 1789. L'auteur a pensé ( page 224 & 225 ) que *les idées de Jean-Jacques étoient presque en tout diamétralement opposées aux dogmes de notre nouvelle foi politique*. Et il dit positivement, qu'elles *sappent par le fondement tout l'édifice de la constitution actuelle*. Cette conformité entre la manière de voir de l'auteur de l'année littéraire, & la mienne, doit vraisemblablement se trouver entre tous ceux qui liront *le contrat social* : ils seront aussi étonnés que moi de la *superstition courageuse & désintéressée* avec laquelle l'assemblée & ses partisans vantent un auteur qui paroît si opposé aux principes du jour ; raison de plus pour que l'assemblée daigne répondre promptement à mon adresse ; parce qu'en éclaircissant mes doutes , elle prévendra ou fera disparaître ceux du reste de *ses sujets*.

---











